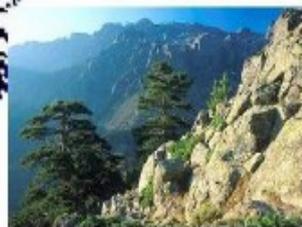


# Préfecture de la Haute-Corse



## Rapport d'activité des services de l'État en Haute-Corse

Année 2011

# ACCOMPAGNEMENT ECONOMIQUE

- CONSOLIDER les relations de confiance et partenariales établies entre l'Etat et les acteurs sociaux économiques (CT, entreprises)
- Posture d'accompagnement économique et utilisation par l'Etat des leviers financiers (PEI, fonds structurels) juridiques (expertise MEEF) et de médiation (conflits d'usage du domaine public)

# Accompagnement du développement économique et soutien à l'emploi

## ▪ Effort sur les projets structurants

- Chantier centrale thermique de Lucciana
- Chantier d'assainissement de la ville de Bastia

## ▪ Effort sur les projets d'avenir

- Futur port de la Carbonite
- Mise sur pied du syndicat unique d'électrification

## ▪ Développement des structures d'insertion par l'activité économique

### ▪ Augmentation du nombre de structures

- 2009 : 4
- 2010 : 15
- 2011 : 19

### ▪ Contrats aidés

- CAE (contrats du secteur non marchand)

Programmé : 830 dont 230 CG2B

- CIE (contrats du secteur marchand)

Programmé : 118 dont 27 CG

### ▪ Développement des mesures d'aide à l'emploi

- 2010 : 88 contrats uniques d'insertion
- 2011 : 145 contrats uniques d'insertion

Réalisé : État 626 ; CG2B 130

Réalisé : État 81 et CG 12

# Lutte contre le travail illégal

Afin de garantir aux entreprises l'équité dans la commande publique (principe constitutionnel d'égalité) et de protéger les droits élémentaires des salariés (conditions de travail, de rémunération)

→ Intensification des opérations interministérielles de contrôle validées en COLTI et CODAF (Préfet, Procureur de la République, services de l'État)

Résultats :

Progression du montant des recouvrements URSSAF et MSA : 575 000 € en 2011 (soit +93% par rapport à 2010)

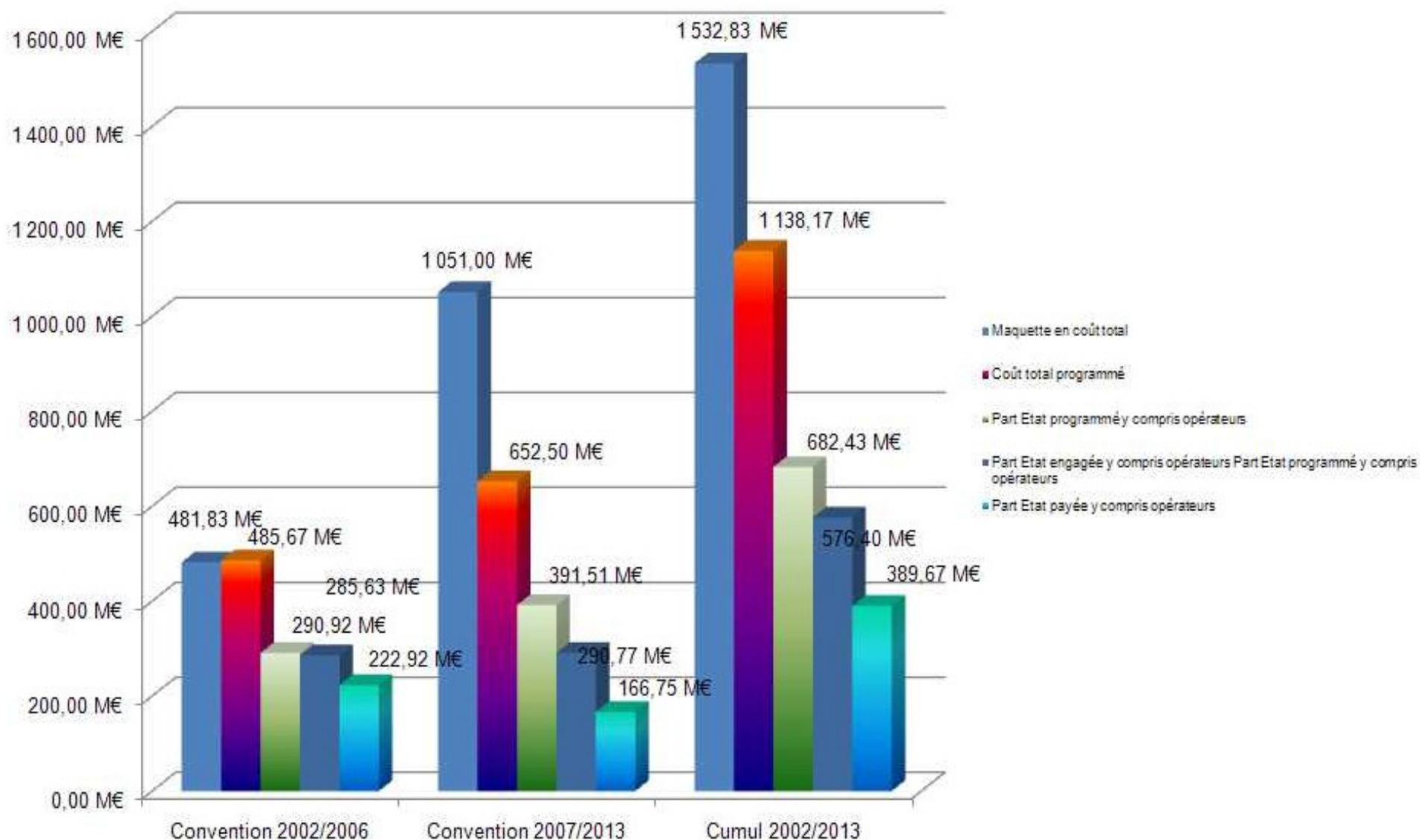
Application des pénalités OFII pour l'emploi irrégulier d'étrangers

**POUR SUIVRE LE  
PARTENARIAT ENGAGÉ  
AVEC LES  
COLLECTIVITÉS LOCALES**

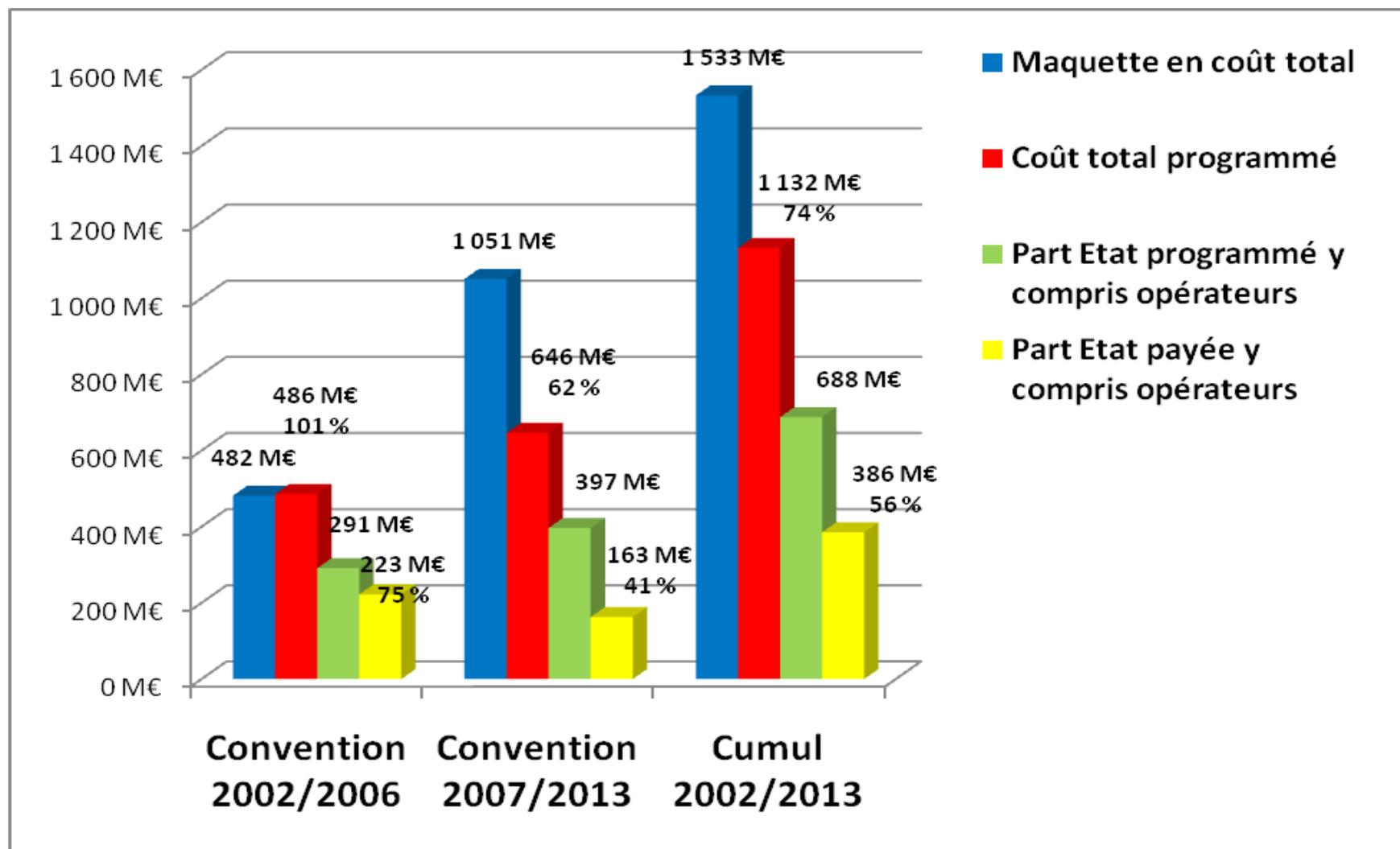
# L'appui du PEI aux collectivités territoriales en Haute-Corse depuis 2003

- **Financement de plus de 120 projets des collectivités locales et de leurs syndicats**
  - Montant global d'opérations de 228 M€ (soit 37% du montant global des opérations financées par le PEI en Haute-Corse)
  - Montant de crédits équivalent : 132 M€
  - Le PEI a injecté 15 M€ /an dans le budget des collectivités territoriales en Haute-Corse pour le financement de leurs projets structurants
- **Le PEI a financé 78 M€ d'opérations portées par le Conseil général de Haute-Corse**
  - soit 13% du montant global
  - pour un montant de subvention de 55 M€

# État d'avancement global du PEI actualisé au 31/05/2012



# État d'avancement global du PEI au 31-12-2011



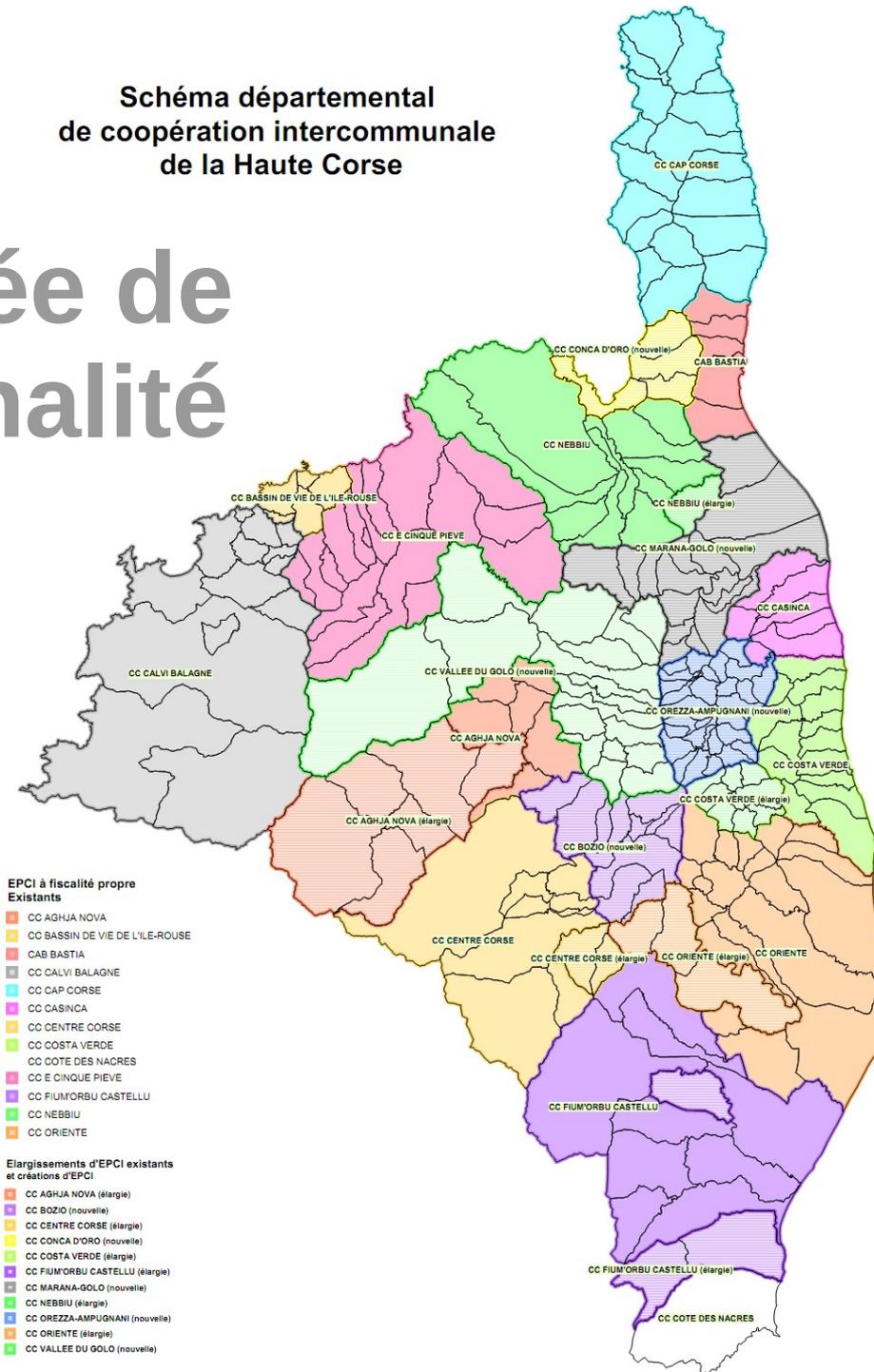
# Économie agricole

L'année 2011 a connu des aléas climatiques qui ont fortement perturbé les exploitations agricoles du département.

- **Aides directes de la PAC** : 8 M€ versés au titre de l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN)
- **Calamités agricoles** (sécheresse, inondations) : 2,2 M€ indemnités versées

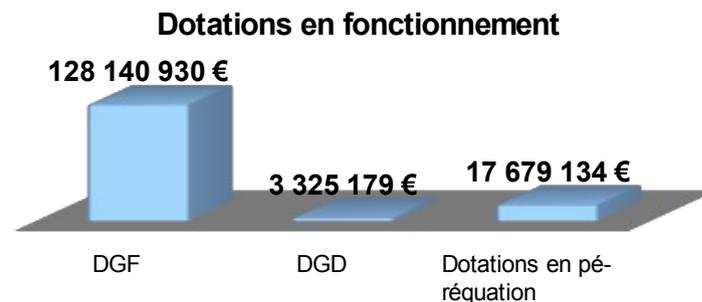
Schéma départemental  
de coopération intercommunale  
de la Haute Corse

# La carte validée de l'intercommunalité

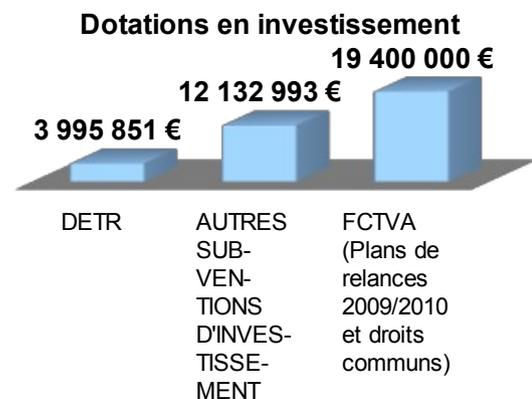


# Dotations de l'État en 2011

	DGF	DGD	Dotations en péréquation
<b>DOTATIONS EN FONCTIONNEMENT</b>	128 140 930 €	3 325 179 €	17 679 134 €
	Soit +0,50% /2010	Soit +3,56% /2010	-Soit -35,92% /2010

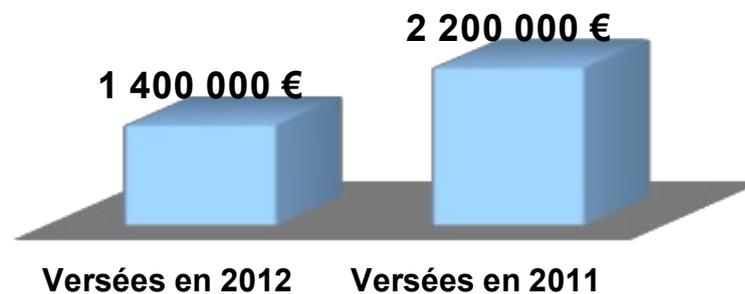


	DETR	AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	FCTVA (Plans de relances 2009/2010 et droits communs)
<b>DOTATIONS EN INVESTISSEMENT</b>	3 995 851 €	12 132 993 €	19 400 000 €
	Soit +10,00% /2010	Soit +679,73% /2010	-Soit -13,68% /2010



<b>DOTATIONS EXCEPTIONNELLES AU TITRE DES INDEMNITÉS CALAMITÉS AGRICOLES</b>		
Versées en 2012 (suite à la sécheresse 2011)		Versées en 2011 (inondations 2008 et pertes de récoltes 2009 et 2010)
630 dossiers instruits	1 400 000 €	2 200 000 €

**Dotations exceptionnelles - calamités agricoles**



# Dotations de fonctionnement 2011: 176 450 000 €

- DGF 2011

- DGF secteur communal: 63 000 000
- DGF secteur départemental: 65 000 000

**Total: 128 000 000**

- Compensation de la fiscalité 2011

- Secteur communal: 21 000 000
- Secteur départemental: 24 200 000

**Total: 45 200 000**

- Compensation des transferts de compétence 2011

- Secteur communal: 1 100 000
- Secteur départemental: 2 150 000

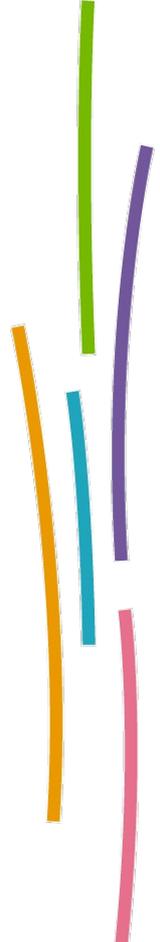
**Total: 3 250 000**

# DOTATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES ET AUX EPCI - exercice : 2011 -

SUBVENTIONS	Communes / EPCI	DEPARTEMENT
<b>DETR</b>	4 000 000,00 €	
<b>DGE</b>		1 600 000,00 €
<b>Travaux d'intérêt local</b>	360 000,00 €	
<b>FAI</b>		420 000,00 €
<b>Amendes de police / radars</b>		390 000,00 €
<b>Amendes de police / communes de moins de 10 000 ha.</b>	400 000,00 €	
<b>Amendes de police – communes de plus de 10 000 ha (Bastia).</b>	490 000,00 €	
<b>Sous – Total</b>	<b>5 250 000,00 €</b>	<b>2 410 000,00 €</b>

FCTVA	Communes / EPCI	DEPARTEMENT
<b>Droit commun</b>	7 500 000,00 €	
<b>Plan de relance</b>	8 500 000,00 €	3 400 000,00 €
<b>Sous – Total</b>	<b>16 000 000,00 €</b>	<b>3 400 000,00 €</b>

**TOTAL GLOBAL** **27 060 000,00 €**



# EFFORT SUR LA COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE

# Favoriser la réussite scolaire par une adaptation du système éducatif

- Objectif général
  - Lutter contre l'illettrisme
  - Améliorer la prise en charge des élèves en difficulté
- Moyens
  - Création d'un internat d'excellence à Corte financé par :
    - l'État (ANRU, ACSE, rectorat) : 2 300 000 €
    - la CTC : 300 000 €
  - Mise en place d'une école de socle commun (liaison école/collège) dans le Cap Corse à Luri
- Ecole de la deuxième chance à Bastia

# l'accès au logement

## Améliorer les conditions de vie des habitants en zone urbaine sensible (BASTIA)

- Stabilisation du parc hébergement social : 89 places de centres d'hébergement et de réinsertion sociale  
66% des financements du budget réservé au logement social

Objectifs :

1. Diminuer la durée du séjour en CHRS
2. Consolider les relations avec les bailleurs sociaux
3. Réhabiliter l'accueil de nuit (passage de 9 à 13 places à l'ancien hôpital de Toga en 2011)

Crédits État : 2 millions d'€

Crédits européens PO FEDER : 80 000 € (réhabilitation local ancien hôpital de Toga)

- Dispositif mis en service pour l'amélioration des conditions de vie en zone urbaine sensible
  - **Contrat Urbain de Cohésion sociale (CUCS)**

77 actions portées par 35 structures associatives

# Concilier maîtrise de l'immigration et intégration des populations d'origine étrangère

- Assurer l'accueil des étrangers primo arrivants :  
1 907 titres de séjours délivrés dont 542 1<sup>e</sup> cartes
- Prévenir les discriminations
- Les accompagner dans l'intégration pour l'accession à la nationalité française :  
130 naturalisations en 2011

Montant des crédits alloués à la politique de la ville :  
47 735 €

# Assurer le développement harmonieux et la cohésion du territoire

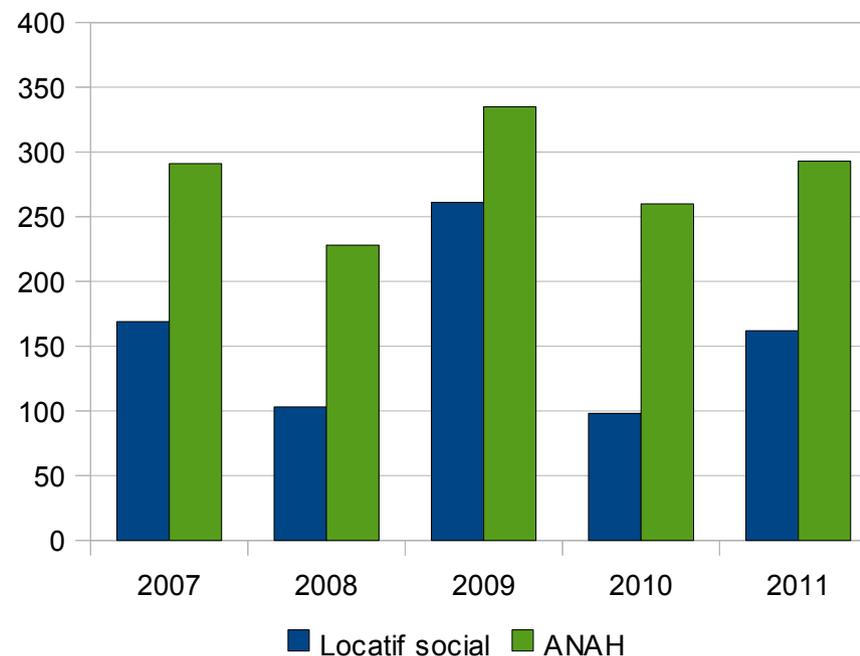
- Efforts sur la préparation des PLU et des cartes communales :
  - Réduire les risques contentieux
  - Promouvoir un développement local compatible avec les réglementations en vigueur (loi littoral, loi montagne, protection de l'environnement, ZNIEFF, Natura 2000)
  - Préserver les espaces fonciers agricoles
  - Préserver les espaces remarquables et du littoral
  - Protéger les captages d'eau potable
  - 15 PPRIF en chantier pour réduire la pression incendiaire

# Urbanisme

- **Documents de planification de l'urbanisme**
  - 96 démarches PLU et CC en cours
  - 59 documents approuvés, compatibles lois Littoral et Montagne : 26 PLU et 33 CC
- **Autorisations de construire : 5 000 dossiers instruits dont 3 000 PC et DP**

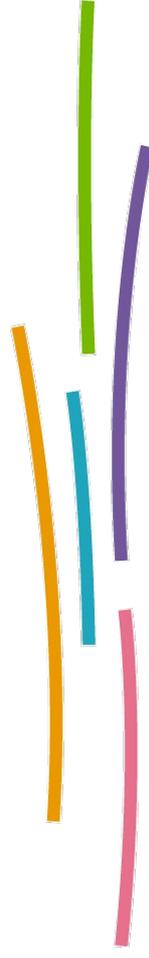
# Aides publiques au logement

- **Logement locatif social neuf** subventionné : 153 logements (1,9 M€)
- **Amélioration parc privé (Anah)** : 293 logements subventionnés (1,7 M€)
- **Rénovation urbaine (ANRU)** : poursuite opérations quartiers sud et centre ancien de Bastia



# Environnement

- **Mission interservice de l'eau (MISE)** : mise en conformité des systèmes d'assainissement (stations d'épuration Bastia, Borgo, centre Corse et Costa-Verde)
- **Domaine public maritime (DPM)** :
  - **AOT** : 108 en cours de validité
  - **Délimitation DPM** : 112 km / 381 km de côtes (85% linéaire sableux)
  - **Zones de mouillage** autorisées : baies de Calvi et Galéria
  - **Concessions de plage** autorisées : Calvi et l'Île-Rousse



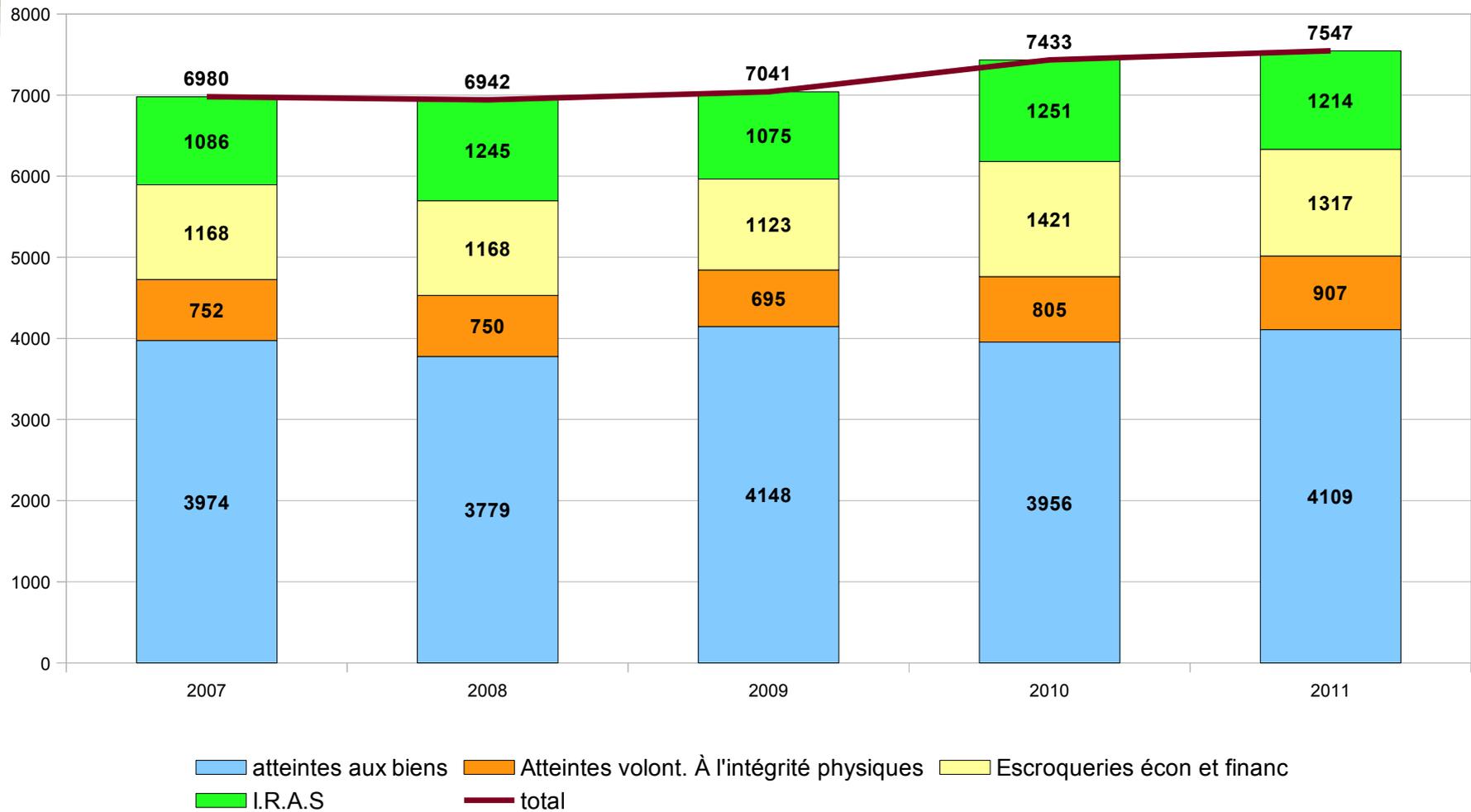
**ENGAGEMENT  
CONTRE TOUTES LES  
FORMES D'INSÉCURITÉ**

# LA DÉLINQUANCE EN HAUTE CORSE

- Délinquance contenue et maîtrisée : bilan contrasté selon les agrégats
- Une délinquance générale en légère progression : +1,5% .
  - les escroqueries économiques et financières baissent de 7 % faisant passer la Haute-Corse du 2<sup>nd</sup> au 5<sup>ème</sup> rang national des départements (35<sup>e</sup> rang en 2012)
  - les atteintes aux biens s'accroissent de 3,8%
  - les atteintes volontaires à l'intégrité physique (violences) augmentent de +12,6% (point de vigilance).

# L'évolution de la délinquance générale reste modérée

## EVOLUTION DE LA DELINQUANCE DE 2007 A 2011



# La criminalité organisée

- Baisse sensible des attentats: 27 en 2011 contre 42 en 2010 (- 35%). Les cibles étaient les chantiers et engins de travaux publics, et les résidences secondaires.
- Hausse des vols à main armée : 37 en 2011 contre 31 en 2010. Les cibles : les commerces de proximité.

# Les homicides et tentatives

- **14 homicides en 2011** (6 en 2010):

8 sont des règlements de compte ou sont liés à des intérêts financiers

5 relèvent de contentieux privés (3 au sein d'une famille sur leur lieu de vacances, 2 liés à un conflit de voisinage).

1 homicide concerne un élu connu de tous .

- **4 tentatives en 2011**(6 en 2010)

# La Sécurisation des loisirs festifs

- Effort sur les stades (compétitions de Football)

NB : Passage du SCB en D1 → Plan grand rassemblement de population (17 000 spectateurs)

Suivi homologation pour l'enceinte sportive de Furiani

- Résultats obtenus :
  - Action discrète et efficace des services de police et de gendarmerie
  - Dispositifs alternant prévention et répression
  - Accompagnement réglementaire et pédagogique de 29 accueils collectifs de mineurs
  - 18 postes FONJEP en soutien à des projets associatifs
  - 9 postes de secours soutenus sur les plages



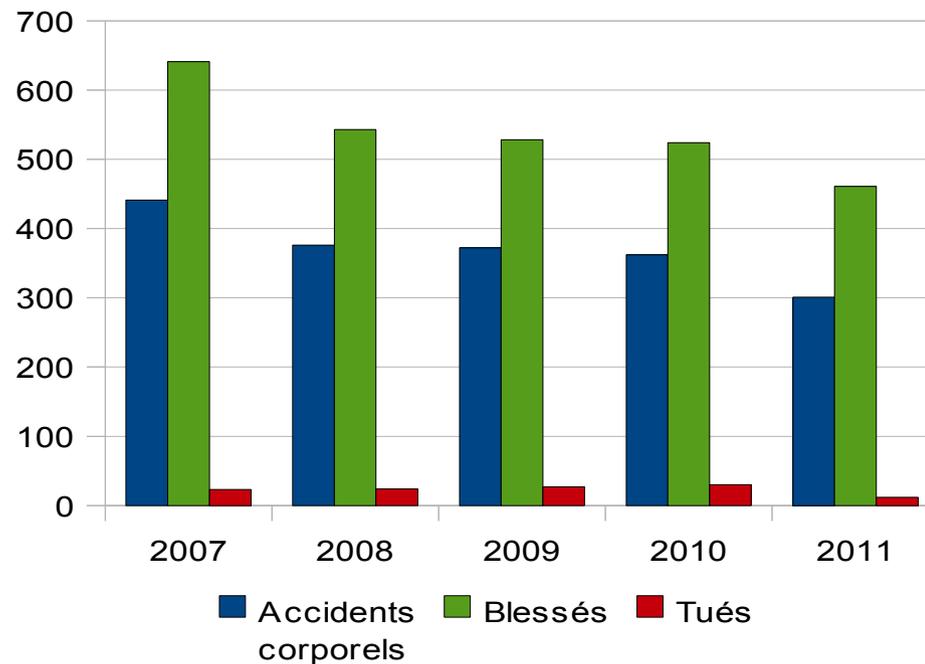
**COMMENT GARANTIR  
LA SÉCURITÉ DES  
PERSONNES, DES BIENS  
ET DES RESSOURCES**

# Sécurité et éducation routières

- **Accidentologie :**

- 312 accidents de la route (362 en 2010) = **-13 %**
- 12 tués (30 en 2010) = **-60 %**
- 432 blessés (524 en 2010) = **-17 %**

- **Sensibilisation :** actions centrées sur les « jeunes » et « l'alcool »

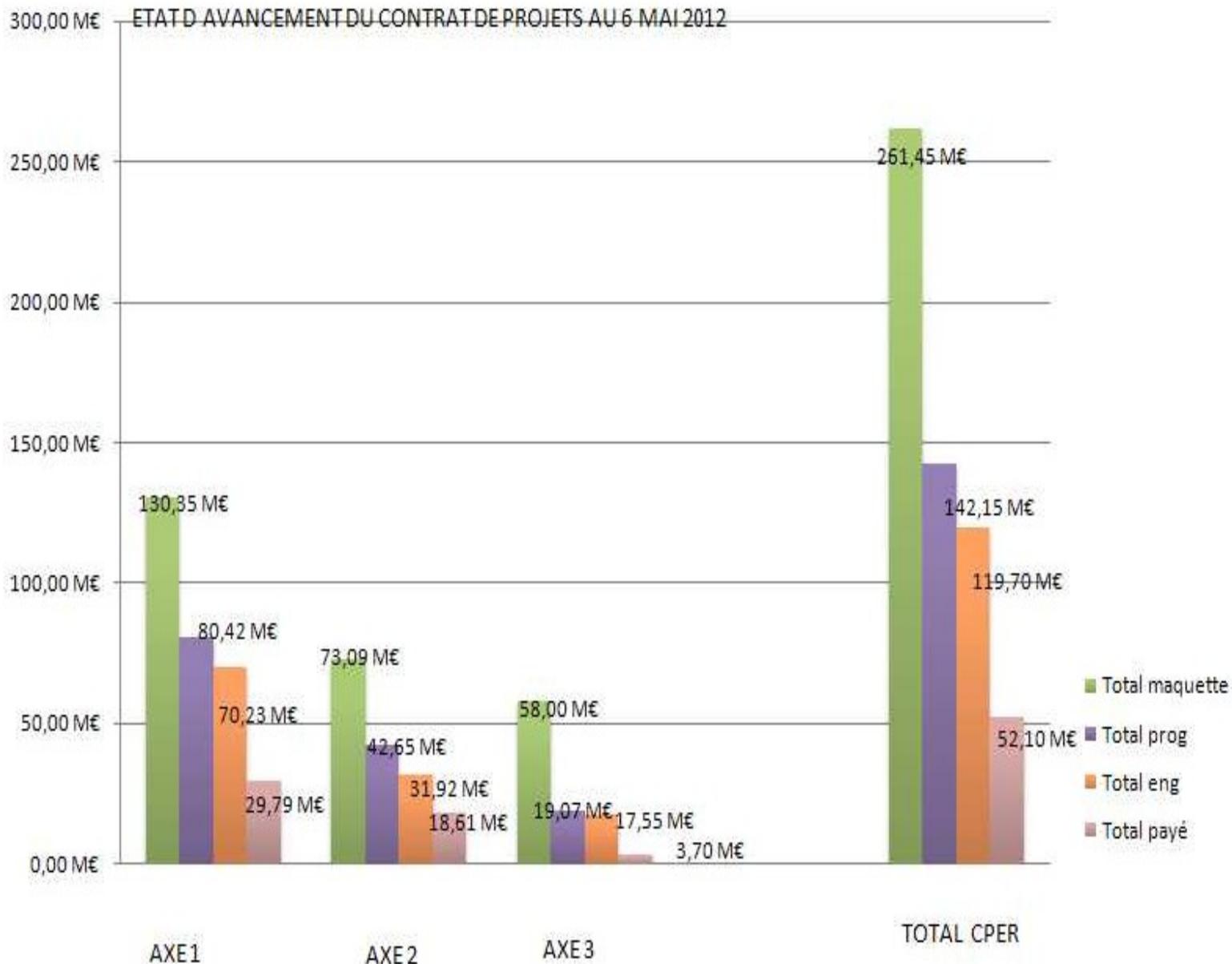


# Prévention du risque

- **Risque inondation** : 65 communes dotées d'un PPRI approuvé (2 procédures conduites en 2011 : PPRI du Fango et PPRI du Grand-Bastia)
- **Risque incendie** :
  - 12 communes dotées d'un PPRIF approuvés (8 en 2011)
  - 4 PLPI approuvés + 2 en cours approbation / 10 à créer
  - Feux de forêt : démarrage précoce et fin de saison prolongée en octobre (1200 ha brûlés)



# État d'avancement du contrat de projets actualisé au 31/05/2012





**FIN**